

COMMUNIQUÉ DE PRESSE**Fermeture de la centrale de Fessenheim il y a un an :
le début d'une prise de conscience****Un an après la fermeture de la centrale de Fessenheim, quel bilan ?**

Sous TOUS les aspects, cette décision politicienne a des effets négatifs.

- Une puissance de 1,8 GWe perdue, soit 12 TWh/an, représentant le quart de notre solde exportateur. 500 M d'€ perdus /an, grevant d'autant notre balance du commerce extérieur
- Pour la première fois depuis 40 ans, la capacité de production française est réduite, juste au moment où la consommation d'électricité est appelée à augmenter de façon importante (+ 300 TWh = 750 TWh en 2050)
- Une aggravation du risque de blackout, évité de justesse le 8 janvier dernier, au prix de délestages coûteux, malgré la mise en service d'une nouvelle centrale au charbon en Allemagne (Datteln 4)
- Un accroissement des émissions de CO₂ : de 5 à 10 Millions de tonnes selon que l'électricité de substitution est produite par du gaz ou du charbon, au mépris des engagements climatiques de la France
- Une charge financière importante « imposée » dans la durée aux contribuables français : de l'ordre de 10 milliards d'€ d'indemnités à rembourser aux actionnaires allemands et suisses ainsi qu'à EDF
- Un désastre pour l'emploi local et national, pour les finances des collectivités territoriales, d'autant que les mesures d'accompagnement promises par l'Etat ne sont pas là !

Quelles leçons pour l'avenir et la politique énergétique de la France?

La France ne peut confondre rêves et réalités, science et opinion, faits et idéologie. L'analyse rationnelle et objective conduite par les experts de PNC-France conduit à réorienter en profondeur la politique actuelle, en recommandant des prises de décision rapides concernant :

- L'engagement rapide d'un programme de construction du nouveau nucléaire ([6 EPR](#)), donnant la visibilité nécessaire à long terme aux acteurs de la filière,
- La renonciation à fermer [des réacteurs](#) tant que l'ASN et EDF ne le demandent pas
- La relance de la recherche sur les réacteurs du futur,
- L'engagement ferme du [projet CIGEO](#), reconnu comme la solution la plus sûre et éthiquement responsable pour la gestion à long terme des déchets

« Les Français ne veulent plus que l'idéologie gouverne la stratégie industrielle »

Pour le bon fonctionnement de notre démocratie, il est nécessaire d'instaurer en France un débat plus serein sur la transition énergétique, et sortir des affrontements stériles. L'objectif premier est la sauvegarde du climat, et donc la réduction de la consommation de combustibles fossiles, en gardant à l'esprit que notre électricité est déjà décarbonée.

L'Allemagne, souvent citée en exemple, nous montre la voie à ne pas suivre. Les choix faits il y a 40 ans ont donné à la France son indépendance énergétique et nous ont permis de disposer d'une électricité à bas coût et décarbonée. Mme Merkel et certains lobbys puissants agissent au niveau européen pour priver notre pays de ses atouts, une situation qui devrait susciter l'union sacrée de tous les élus dans la défense des intérêts nationaux.

La France doit conserver sa prééminence technologique et son indépendance énergétique. Seul le nucléaire répond à cette exigence. L'intermittence des éoliennes et du solaire les contraint à un rôle minoritaire tant que le stockage n'est pas économiquement accessible (Lire à ce sujet le [Rapport Tirole](#))

Pour en savoir plus : [PNC-France](http://pnc-france.org/) entend réunir un consensus transpartisan autour de la défense du climat et de la production de l'énergie nucléaire en France. L'Association pour la défense du Patrimoine Nucléaire et du Climat (PNC-France), rassemble des personnalités du monde politique et scientifique, s'appuyant sur son comité de soutien qui compte 2 prix Nobel et sur son collègue d'experts scientifiques spécialisés, qui font autorité, elle défend le patrimoine scientifique, industriel et humain que constitue la filière nucléaire française meilleur moyen de lutter contre le réchauffement climatique. La mission de PNC-France est d'engager un dialogue avec les élus fondé sur des données factuelles, des prévisions scientifiques partagées et validées et non sur des opinions. L'action de PNC-France ne relève d'aucune idéologie, d'aucun parti politique et n'est soutenue financièrement par aucun groupe d'intérêt industriel ou financier.

Accès au site : <http://pnc-france.org/>

Contact presse :

Nicolas Milcent

Tel : 06 40 60 94 91

nicolasmilcent@accoms.eu